



ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA

Président de la Commission de l'UE



Une semaine d'actualité

En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le 112 est le numéro unique d'appel

Grèce. Le gouvernement fait face à **Aube dorée**. Touchée mais pas coulée. Ce coup de filet ne résout pas les problèmes du pays, sur lesquels prospère le parti.

Italie le gouvernement fait face à une nouvelle crise signée Berlusconi. Il joue aussi avec l'Europe. **"Même si cette nouvelle crise politique n'est pas vraiment une surprise**, elle pouvait ouvrir la porte à une période de grande incertitude au moment où les inquiétudes sur la viabilité budgétaire et la faible performance économique du pays. Finalement ce fut une **comédie à l'italienne**

Autriche. La coalition résiste à l'extrême-droite et aux Verts mais c'est son plus mauvais score combiné pour le SPÖ et l'ÖVP depuis la Seconde guerre mondiale.

Allemagne: le parti de Merkel débute vendredi les négociations avec le SPD, pour combien de temps ?

Des salutations aux bémols : l'économie française est une "jauge de crédibilité pour la zone euro" selon Olli Rehn. **Euro dont la solidité est saluée** par la BCE.

JPV

INSTITUTIONS

David Cameron veut revoir radicalement les relations avec l'UE

Le Premier ministre britannique a déclaré dimanche qu'il **souhaitait une renégociation "radicale"** des relations entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne.

Pour en savoir plus

Les traités européens, a-t-il ajouté, doivent être renégociés pour forger une nouvelle relation entre Londres et ses partenaires européens.

David Cameron veut à la fois **changer l'Union européenne dans son ensemble** - "parce qu'elle devient trop anti-concurrence, trop anti-entreprises,

26.02.2014

trop bureaucratique", dit-il - **mais aussi les relations entre Londres et le reste de l'UE.**

David Cameron a également indiqué qu'il envisageait **de proposer l'abolition de la loi sur les droits de l'homme**, qui depuis 2000 rend applicable la Convention européenne des droits de l'homme par les tribunaux britanniques.

Bien que la Convention adoptée en 1950 par le Conseil de l'Europe ne fasse pas partie des traités européens, elle est la cible à Londres **des anti-européens qui y voient une atteinte à la souveraineté du pays en matière de justice.**

La France ne veut pas de la Roumanie et la Bulgarie dans l'espace Schengen

La France a réaffirmé, lundi 30 septembre, son hostilité à l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'espace Schengen dans les conditions actuelles de contrôle aux frontières extérieures de ces deux pays, par la voix du ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius,

Pour en savoir plus

Pour M. Fabius, l'entrée de ces deux pays, pour lesquels les restrictions au travail tomberont le 1^{er} janvier 2014, signifierait que **des migrants provenant de pays extérieurs à l'Union européenne pourraient y pénétrer librement en passant par la Roumanie et la Bulgarie.** *"Là il y a un problème, parce qu'il faut être sûr que la Bulgarie et la Roumanie auront les moyens de vérifier. Pour le moment, il me semble que les conditions ne sont pas remplies."*

Une décision avant la fin de l'année sur l'adhésion des deux pays à l'espace Schengen paraît donc *"très difficile"* dans les conditions actuelles ; un avis partagé par l'immense majorité des pays de l'espace Schengen. "

Le Commissariat à la stratégie s'alarme de la défiance française par rapport à l'Europe

Dans une note parue jeudi 26 septembre, le Commissariat général à la stratégie et à la prospective propose des **pistes pour un débat national sur le "projet pour l'Europe"**. Les grandes options en question concernent le socle économique, la relation avec les autres Etats européens et l'état de l'opinion publique.

Pour structurer le débat, trois questions sont posées: **"La France est-elle prête à une refondation européenne?"**, "Quel socle économique?", et "Quel moteur franco-allemand?"

Pour en savoir plus

La société française entretient de longue date une attitude ambiguë à l'égard du projet européen, écrivent les auteurs. La non-ratification du traité constitutionnel de 2005 a mis en lumière, à l'endroit de l'entreprise communautaire, une défiance dont les racines sont profondes."

La complexité institutionnelle mise en cause

Cette attitude n'est pas propre à la France : dans de nombreux pays européens, l'opinion publique se méfie de l'Europe. "Il est manifeste que l'idée même de l'Europe est en crise" insiste le rapport, en rappelant qu'à l'échelle des cinq Etat membres les plus peuplés, seul 45% de la population soutient l'UE. Ceci est lié à

26.02.2014

la crise, mais aussi à la complexité du système institutionnel. Ainsi, l'enchevêtrement des différents "cercles" européens (UE, zone euro, espace Schengen, mais aussi Union pour la Méditerranée ou Partenariat Oriental), ou la répartition des différentes compétences sont mal connus. En conclusion, pour les auteurs, "toute nouvelle avancée doit être particulièrement attentive à la dimension démocratique."

Un contexte économique inquiétant

La question du socle économique est, elle aussi, cruciale. 26 millions de personnes de personnes, dont 5,7 millions de jeunes sont actuellement sans emploi (Croatie non comprise).

La crise des dettes souveraines a mis à jour la faiblesse de la zone euro. La note affirme que "l'approfondissement du marché unique gagnerait [...] à s'appuyer sur des politiques sectorielles essentielles pour la compétitivité future de l'Union." Cela permettrait à la fois d'améliorer l'efficacité de l'UE et de revitaliser le marché unique.

Le rôle politique de la France en question

Enfin, la note s'achève sur la question de la relation entre la France et les autres pays européens, en particulier l'Allemagne. Deux options sont mises en avant: une France qui jouerait "un rôle de pont entre les pôles Sud et Nord" et une France qui resterait "un pays du Nord à part entière" en recherchant une convergence maximale avec l'Allemagne.

Dans les deux cas, l'analyse en creux souligne la situation peu confortable de l'Hexagone actuellement, à la recherche d'un nouveau statut géopolitique.

La Grèce se prépare à une présidence austère du Conseil de l'UE

Alors que les analystes prédisent à la Grèce le recours à un nouveau plan d'aide, le pays en difficulté a promis de dépenser moins de 50 millions d'euros lors de sa prochaine présidence tournante de l'UE.

La présidence grecque sera placée sous **le signe de la parcimonie**. « Nous dépenserons moins que les présidences précédentes », a déclaré un fonctionnaire grec à la presse à Bruxelles le 1^{er} octobre.

Athènes, qui prendra la présidence tournante du Conseil de l'UE **à partir du 1^{er} janvier 2014** devrait ainsi dépenser moins que ses prédécesseurs et n'employer que 130 fonctionnaires. Des chiffres qui contrastent par rapport aux autres présidences qui disposaient de 60 voire 80 millions d'euros et de 250 fonctionnaires.

COMMISSION/CONSEILS

Le budget européen

La Commission européenne doit rendre son avis définitif sur le projet de budget français et celui des autres pays de la zone euro le 15 novembre dans le cadre d'une procédure inédite, découlant d'une législation baptisée "two pack", Une procédure qui va lui permettre de demander à un Etat de la zone euro de revoir son budget, s'il ne lui convient pas.

Pour en savoir plus Le budget européen va accuser un trou de 20 milliards d'euros pour l'exercice 2013 et une partie des factures présentées par les Etats devront être reportées sur le budget 2014, a-t-on appris jeudi de source européenne.

Le problème a été soulevé au cours d'une réunion entre la Commission européenne, le Parlement européen et la présidence lituanienne de l'UE.

La Commission a indiqué aux élus européens que l'addition des demandes de remboursements qui seront soumises par les Etats d'ici à la fin de l'année va s'élever à cinquante milliards d'euros et précisé qu'il ne restait que 30 milliards d'euros dans les caisses pour honorer ces factures.

La Commission est tenue d'honorer les factures présentées avant le mois d'octobre, et peut reporter à l'année suivante les remboursements des factures présentées après octobre, a-t-on précisé.

Ce nouvel épisode risque d'exacerber l'affrontement opposant les Etats au Parlement européen sur le budget communautaire.

La Commission européenne a en effet réclamé une rallonge de 11,2 milliards d'euros pour le budget 2013 afin de solder les impayés dus au titre de 2012. Les élus ont conditionné leur accord au budget européen pour la période 2014-2020 au versement de cette somme par les Etats. **La France, dont la contribution pour 2013 s'élevait à 20,4 milliards d'euros, va devoir ajouter 1,8 milliard d'euros.**

Un projet de "dégraissage" qui fait grincer des dents à Bruxelles

Le 2 octobre, **La Commission européenne** présentait un document de travail sur le "**dégraissage de la législation européenne**",

Il s'agit de rendre plus fluide et logique — et moins sensible aux pressions des lobbies — le processus d'élaboration et le contenu des normes édictées par Bruxelles.

Pour en savoir plus

Cette "débureaucratization" est, pour le président de la Commission, José Manuel Barroso, une manière de réagir aux critiques persistantes à l'encontre de régulations jugées excessives, et surtout au succès des partis eurosceptiques dans de nombreux pays. Pour le quotidien allemand, la Commission "entend désormais faire le ménage et la part des choses entre ce qui relève à ses yeux d'une régulation pertinente et du non-sens bureaucratique".

Un "vaste projet" sans précédent qui a néanmoins suscité des résistances dans les rangs de l'institution présidée par José Manuel Barroso, poursuit le journal : Sans précédent et d'une belle ambition, **ce projet rompt avec la longue tradition de l'autorité législative de réguler tout ce qui peut l'être à l'échelle européenne** — d'où la vive controverse en cours. Le projet de "débureaucratization" de José Manuel Barroso a déclenché **une série de bras de fer : entre les commissaires européens, entre la direction politique de la Commission** [le cabinet des commissaires] **et les fonctionnaires influents** — et entre le chef de la Commission et certains pans du Parlement européen.

PARLEMENT

Cette semaine au Parlement:

La réforme de l'agriculture était sur les devants de la scène, les débats autour de la politique agricole commune (PAC) touchant à leur fin. **Les trois finalistes du Prix Sakharov 2013** ont été rendus public et de nouvelles audiences sur la surveillance des citoyens de l'Union européenne par la NSA ont eu lieu. Le budget de l'an prochain, consacré en grande partie à la croissance et à l'emploi des jeunes, devait être voté.

Les finalistes du Prix Sakharov 2013 sont les prisonniers politiques biélorusses Ales Bialatski, Eduard Lobau et Mykola Statkevich, le dénonciateur de la surveillance américaine Edward Snowden et la militante pakistanaise en faveur de l'éducation des filles Malala Yousafzai. Le lauréat sera choisi le 10 octobre par le Président du Parlement européen Martin Schulz et par les présidents des groupes politiques.

ETATS

Allemagne

Début vendredi des discussions pour une coalition

Ces discussions, qui pourraient durer plusieurs semaines. En moyenne, les négociations post-électorales pour former un gouvernement en Allemagne durent environ un mois. Mais lors de la précédente grande coalition, en 2005, elles avaient mis deux mois et quatre jours à se conclure.

Autriche

Législatives autrichiennes : la coalition au pouvoir menacée par l'extrême droite

Quelque 6,4 millions d'Autrichiens votaient dimanche 29 septembre pour élire les 183 députés de leur Conseil national, la chambre basse du Parlement.

L'eurosepticisme en force

L'extrême-droite, représentée par le **FPÖ** (Parti de la Liberté) est créditée de 21,4 % des votes. La formation prône l'éclatement de la zone euro et promet d'améliorer les retraites, d'instaurer un salaire minimum, tout en dénonçant le sauvetage financier des pays du sud de l'Europe. **Son leader, Heinz Christian Strache**, ne veut pas se contenter de sa progression aux législatives rappelant ses relations amicales avec la Ligue du Nord et une bonne coopération avec le Vlaams Belang

Les résultats. La coalition droite-gauche sortante a subi un revers électoral. La percée de l'extrême-droite à 21 %, et des Verts qui récoltent près de 12 % des suffrages fragilise le pouvoir mais ne devrait pas l'empêcher de former un nouveau gouvernement.

Il s'agit du plus mauvais score combiné du SPÖ(27,1%)et de l'ÖVP(23,8%) depuis la Seconde guerre mondiale. Dans les années 1980, les deux partis centristes monopolisaient environ 90% des suffrages

L'affaiblissement de la coalition sortante s'explique en partie par la progression du FPÖ, parti anti-immigration et anti-islam qui réclame la fin des plans de sauvetage pour les pays en difficulté de la zone euro. La coalition au pouvoir aurait pu chuter si l'Alliance pour l'avenir de l'Autriche (BZÖ), un parti de droite qui a fait sécession du FPÖ en 2005, avait réussi à se maintenir au parlement, mais avec 3,6% des voix, elle est l'une des perdantes du scrutin.

France

Budget français : un bon point pour Paris mais des efforts encore à fournir

"Responsable et prudent", c'est en ces termes que le commissaire européen Olli Rehn a jugé hier les grandes lignes du projet de budget de la France pour 2014

La justice européenne s'attaque à la surcharge de travail dans les hôpitaux français

La Commission européenne a lancé une procédure d'infraction contre la France à laquelle elle reproche de ne pas respecter les temps de repos des médecins hospitaliers. La France a deux mois pour se mettre en règle

François Hollande réoriente la PAC vers l'élevage

Après l'accord politique sur la Politique Agricole Commune trouvé à Bruxelles la semaine dernière, le président François Hollande a dévoilé les modalités de mise en œuvre de la PAC en France. 7,7 milliards d'euros seront distribués chaque année pour la période 2014-2020.

Grèce

Aube dorée, devant la justice

La police grecque a arrêté samedi le chef ainsi qu'une douzaine d'autres responsables et de membres de la formation d'extrême droite Aube dorée, à la suite du meurtre d'un rappeur antifasciste, qui a provoqué un tollé et des manifestations à travers le pays.

Le dirigeant et député d'Aube dorée Nikos Michaloliakos, fondateur du parti en 1980. Quatre autres députés de la formation néonazie (sur un total de 18), dont son porte-parole Ilias Kassidiaris, ont également été interpellés.

Nikos Michaloliakos, chef du parti grec d'extrême droite Aube dorée, a été **maintenu en détention provisoire**, jeudi, dans l'attente de son procès pour "financement et appartenance à une organisation criminelle".

Hongrie

Lutter contre l'antisémitisme

A Budapest se tient pendant deux jours une conférence sur l'antisémitisme. Au premier jour de la rencontre, la Hongrie promet de renforcer la lutte contre la haine des juifs. Pendant la Seconde Guerre mondiale, 600.000 juifs hongrois ont été exterminés, leur patrie était l'alliée de l'Allemagne.

Italie

Berlusconi épargne une crise à l'Italie. Ce que le "Corriere della sera" titre plus sobrement : "Du chaos à la folie".

C'est une énième crise politique en Italie. Les ministres membres du parti de Silvio Berlusconi ont démissionné samedi 28 septembre, une décision inspirée

26.02.2014

par leur mentor et qualifiée par le Premier ministre de "geste fou et irresponsable".

Depuis des semaines, les amis de ce dernier font monter la pression afin de tenter d'éviter la destitution, très probable, du Cavaliere de son poste de sénateur, après sa condamnation définitive le 1er août à quatre ans de prison (ramenés à un seul en raison d'une amnistie) pour fraude fiscale.

Le gouvernement italien d'Enrico Letta a obtenu finalement mercredi la confiance du Sénat par 235 voix contre 70, un scrutin marquant l'échec de la stratégie de rupture préconisée par Silvio Berlusconi qui a finalement baissé pavillon. L'ancien président du conseil italien Silvio Berlusconi avait créé la surprise aujourd'hui en appelant les parlementaires à voter la confiance au gouvernement

Portugal

Les Portugais sanctionnent le gouvernement conservateur aux municipales

C'est la douche froide pour **Pedro Passos Coelho**. L'austérité engagée depuis plusieurs années ne passe plus. Mais Pedro Passos Coelho a immédiatement annoncé "qu'il maintenait son cap afin de restaurer la confiance et la croissance", alors que la troïka UE-FMI-BCE est à Lisbonne pour un nouvel examen du plan d'aide de 78 milliards d'euros dont le Portugal bénéficie depuis 2011.

Royaume uni

Le ministre de l'Economie veut forcer les chômeurs à accepter une activité

Lors d'un discours délibérément pessimiste, **George Osborne**, le ministre de l'Economie britannique, s'est employé à **relativiser la récente embellie économique** dont bénéficie le pays, en rappelant que le déficit et la dette publique sont toujours abyssaux et qu'il ne faut pas se réjouir trop vite.

Il entend aider encore un peu plus les chômeurs de longue durée, mais en employant cette fois plus le bâton que la carotte. A partir d'avril prochain, s'ils ne veulent pas risquer de perdre leurs indemnités, ces demandeurs d'emploi seront désormais **obligés de faire des travaux d'intérêt général ou de se rendre tous les jours dans leur agence pour l'emploi**.

Les chômeurs souffrant d'alcoolisme ou analphabètes seront de leur côté aidés.

L'Europe fauteur de trouble dans les rangs du Parti conservateur britannique

La principale menace à l'unité des conservateurs et à leur succès aux élections de 2015 vient, une nouvelle fois, de l'Europe. Leur bête noire, Nigel Farage, leader du parti Ukip (United Kingdom Independence Party), qui réclame la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, s'est invité au congrès de Manchester où il a semé le trouble.

Slovénie

Nous satisferons Bruxelles en 2015, mais ce sera pire

La Slovénie devra attendre jusqu'à novembre pour savoir si son budget pour 2014, adopté le 30 septembre, est conforme aux règles de la Commission européenne.

26.02.2014

Ljubljana s'engage à contenir le déficit budgétaire du pays à 2,5% du PIB en 2015, même si cela dépend de nombreux facteurs encore inconnus, le plus important étant le coût de la refonte du système bancaire.

Même si la Slovénie répond aux attentes de Bruxelles, elle aura du mal à répondre à celle de sa population, avec une croissance qui risque de ralentir plus rapidement dans l'année qui vient, un nombre de chômeurs qui ne devrait pas baisser dans les deux prochaines années et une revalorisation des salaires qui restera négative jusqu'en 2015,

RELATIONS EXTERIEURES/ETATS HORS UE

La fermeture des services fédéraux américains bloque les visas européens

La brusque fermeture de l'administration américaine aura des conséquences sur l'Europe. Les ressortissants de 5 pays européens ne peuvent plus se rendre aux Etats-Unis.

Pour en savoir plus

Première conséquence directe pour les européens: les visas ne seront plus délivrés, les services consulaires étant les premiers à fermer dans ce genre de situation.

Au sein de l'Europe, 23 pays n'ont plus besoin de visa pour se rendre aux Etats-Unis. Ce qui n'est pas le cas des ressortissants de 5 pays européens, qui ont encore besoin de visa pour mettre le pied sur le territoire américain. C'est le cas de la Bulgarie, de la Croatie, de Chypre, de la Roumanie et de la Pologne.

ECONOMIE/FINANCE

La BCE salue la solidité de la zone euro

Le président de la Banque Centrale Européenne estime que la zone euro est aujourd'hui plus résistante aux aléas politiques qui affectent ses membres, dont l'Italie ces derniers jours. Mais la situation économique est jugée fragile.

Le taux de refinancement de la Banque Centrale européenne est actuellement historiquement bas, à 0,5 %.

Le président de la BCE, Mario Draghi, a rappelé que la croissance était encore faible, et que le niveau d'inflation, attendu à 1,3 % pour la zone euro cette année, était « contenu ».

La défiance face à l'euro peu prise en compte

Interrogé sur les signes de montée de la défiance envers l'euro, qui se sont notamment manifestés lors des dernières élections en Allemagne -où le parti anti-euro, Alternative für Deutschland, a frôlé les 5 %, ou encore en Autriche dimanche dernier, le gouverneur de la Banque Centrale Européenne s'est dit simplement préoccupé par ce sujet.

La question du niveau de l'euro, qui est actuellement fort face au dollar et a notamment rebondi depuis la fermeture des services fédéraux des États-Unis lundi, a également été évoquée. Mario Draghi a comme à son habitude botté en touche sur le sujet, indiquant qu'il n'avait pas d'objectif de change pour la monnaie unique

SOCIAL/PRATIQUE

L'anglais se confirme comme la lingua franca de l'Europe

L'anglais s'impose de plus en plus dans les écoles européennes comme la langue étrangère la plus apprise, selon les résultats d'une étude Eurostat. Au sein des Etats membres, elle est également la langue étrangère la plus parlée, à quelques rares exceptions

La prédominance de l'anglais se remarque également à la Commission européenne. Près de 80 % des documents internes sont rédigés dans la langue de Shakespeare. Une situation qui insurge les défenseurs du multilinguisme.

Pour en savoir plus

Près de 19 % des élèves en primaire et dans le premier cycle du secondaire étudient le français. Ils sont 23 % dans le deuxième cycle du secondaire. La langue de Voltaire est suivie par l'allemand (9 % et 21 %) et l'espagnol (6 % et 18 %). La dominance de l'anglais se retrouve dès cette période, avec 83 %, contre 73 % en 2012.

L'enseignement de l'anglais dans le secondaire est presque universel et approche des 100 % dans la plupart des pays. Le Portugal (47 %), Malte (66,5 %), la Hongrie (78,5 %) et la Bulgarie (88 %) sont les seules exceptions notables.

Dans les 28 États membres de l'UE, l'anglais était déclaré être la langue étrangère la mieux maîtrisée par la population âgée de 25 à 64 ans. Les trois pays baltes (l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie) vont à l'encontre de cette tendance, le russe y étant plus parlé que l'anglais, comme l'allemand au Luxembourg et le tchèque en Slovaquie.

Travail dominical : comment cela se passe-t-il ailleurs en Europe ?

L'Europe est très divisée quant aux règles régissant les ouvertures le dimanche. Tour d'horizon.

<http://www.latribune.fr/actualites/economie/union-europeenne/20130930trib000787956/travail-dominical-comment-cela-se-passe-t-il-ailleurs-en-europe-.html>

Le taux de chômage à 12,0% dans la zone euro À 10,9% dans l'UE28

*Dans la **zone euro**, le taux de chômage² corrigé des variations saisonnières³ s'est établi à 12,0% en août 2013, stable par rapport à juillet⁴. Dans l'**UE28**¹, le taux de chômage a été de 10,9%, stable également par rapport au taux relevé en juillet⁴. Dans les deux zones, les taux ont augmenté par rapport à août 2012, où ils se situaient respectivement à 11,5% et 10,6%.*

*Selon les estimations d'Eurostat, 26,595 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en août 2013 dans l'**UE28**, dont 19,178 millions dans la **zone euro**. Par rapport à juillet 2013, le nombre de chômeurs est resté pratiquement stable tant dans l'**UE28** que dans la **zone euro**. Comparé à août 2012, le chômage s'est accru de 882 000 personnes dans l'**UE28** et de 895 000 dans la **zone euro**.*

États membres

26.02.2014

Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en **Autriche** (4,9%), en **Allemagne** (5,2%) et au **Luxembourg** (5,8%), et les plus élevés en **Grèce** (27,9% en juin 2013) et en **Espagne** (26,2%).

Sur un an, le taux de chômage a augmenté dans seize États membres, a baissé dans onze et est resté stable en **Pologne**. Les plus fortes hausses ont été enregistrées à **Chypre** (de 12,3% à 16,9%) et en **Grèce** (de 24,6% à 27,9% entre juin 2012 et juin 2013). Les baisses les plus marquées ont été observées en **Lettonie** (de 15,6% à 11,4% entre les deuxièmes trimestres 2012 et 2013) et en **Estonie** (de 10,1% à 7,9% entre juillet 2012 et juillet 2013).

En août 2013, le taux de chômage a été de 7,3% aux **États-Unis**, en baisse par rapport au taux de 7,4% enregistré en juillet ainsi que par rapport au taux de 8,1% observé en août 2012.

Un tiers des emplois européens dépend de droits de propriété intellectuelle

L'Office européen des brevets et l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur, basés respectivement à Munich et à Alicante, ont réalisé conjointement une enquête sur la propriété intellectuelle. Les industries très utilisatrices de DPI génèrent chaque année 39 % du produit intérieur brut de l'UE, soit 4,7 mille milliards d'euros, d'après ce rapport.

PRESSE EUROPEENNE

AUTRICHE : Comme d'habitude

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG MUNICH

Le 29 septembre, les Autrichiens élisent leur nouveau Parlement. A l'issue d'une campagne terne, le résultat pourrait être, comme souvent, une grande coalition. A moins que les partis nationalistes ne viennent créer la surprise.

Le 29 septembre, l'Autriche élira son Parlement. **Quiconque veut comprendre la politique autrichienne doit savoir deux choses essentielles.**

La première est qu'un quart des Autrichiens vivent à Vienne. Vienne domine le reste du pays comme aucune autre ville ne le fait en Europe, hormis Londres. En Allemagne, les Berlinoises peuvent se tourner vers Hambourg ou Munich, qui sont deux villes dignes d'intérêt, alors que les capitales régionales autrichiennes se nomment Graz, Linz, Salzburg, et comptent entre 100 000 et 250 000 habitants, certaines moins. A titre de comparaison : Vienne dénombre 23 arrondissements, dont l'un s'appelle Favoriten [les favoris], où vivent près de 180 000 Viennois.

La deuxième est que Vienne se résume à la ville intra-muros, politiquement parlant tout au moins. Les trois kilomètres carrés du 1er arrondissement de la ville concentrent à eux seuls la plupart des ministères, le Hofburg [la résidence de la présidence] et le Parlement. Fonctionnaires, députés et ministres déjeunent ensemble, ou alors avec des journalistes, et le tutoiement est de rigueur, tous partis confondus. L'observateur doit être au fait de cette particularité autrichienne, de cette intimité, de ce climat d'entre-soi : on connaît

26.02.2014

les gens que l'on n'aime pas, "de vue" certes, mais on les connaît. Car ici, tout le monde connaît tout le monde. Ces trois kilomètres carrés, c'est l'Autriche politique.

Rien d'étonnant, donc, à ce que les partis ne se distinguent guère les uns des autres sur un grand nombre de questions de fond. Même si leurs figures de premier plan sont, elles, clairement identifiables.

Depuis 2007, c'est un membre de la SPÖ [Parti social-démocrate] qui siège à la chancellerie fédérale. Werner Faymann est l'un des personnages les plus nébuleux qui aient jamais dirigé la SPÖ. Quelque part entre le banquier et le directeur d'école, il se veut proche du peuple, mais reste incolore. Il est une énigme que personne ne cherche à résoudre.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4179391-comme-d-habitude>

Prospère, mais mal à l'aise

THE NEW YORK TIMES NEW YORK

Manifestement prospère, l'Autriche est l'un des pays gagnants de l'Europe : elle affiche le taux de chômage le plus contenu du continent et parvient à conserver une croissance positive en dépit de la crise financière mondiale et des turbulences qui agitent la zone euro, en s'arrimant à la solide économie allemande et en profitant non seulement de l'Union européenne mais aussi, et surtout, de l'ouverture des anciens territoires de l'Empire des Habsbourg après la chute du Rideau de fer, en 1989.

Pourtant, lors des élections du week-end dernier, les partis qui reprennent les accents singuliers du populisme autrichien ont recueilli plus d'un quart des suffrages, un chiffre en légère baisse par rapport à 2008 – à l'époque où Jörg Haider, qui devait trouver la mort quinze jours plus tard dans un accident de la route, conservait une grande influence – mais néanmoins révélateur du malaise européen.

S'il en dit long sur la situation de l'Autriche, le résultat ouvre également un nouvel épisode mouvementé pour l'Union européenne. A travers les 28 Etats membres, les électeurs voient essentiellement l'Union comme une machine bureaucratique anonyme et lointaine. Ils continuent de voter "autrichien" même si leurs succès actuels ou leur prospérité et leur croissance futures dépendent de plus en plus du poids qu'ils auront sur la scène internationale grâce à une Europe forte de près de 500 millions d'habitants. La relative prospérité de l'Autriche à l'échelle européenne – le pays affiche un taux de chômage de 4,5 % – ne pèse pas lourd dans les isolements, pointe le social-démocrate Andreas Schieder, secrétaire d'Etat aux finances depuis 2008. "Les gens ne comparent pas", ils jugent à l'aune de leur quotidien, a-t-il commenté.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4195071-prospere-mais-mal-l-aise?xtor=RSS-9>

26.02.2014

ELECTIONS ALLEMANDES 2013 : "L'élection du chancelier seulement l'année prochaine ?"

Die Welt

"La formation d'un nouveau gouvernement prendra probablement encore des mois", rapporte *Die Welt*.

Le 4 octobre, Angela Merkel va rencontrer les dirigeants du Parti social-démocrate (SPD) pour entamer les négociations en vue d'une éventuelle coalition, qui s'annoncent longues et compliquées.

Les divergences entre les deux partis sont nombreuses, en particulier sur la politique européenne. Le SPD demande à la chancelière d'abandonner les mesures d'austérité drastiques, notamment dans les pays d'Europe du sud. L'autre sujet de débat est la hausse d'impôts pour les riches, souhaitée par le SPD et catégoriquement exclue par la CDU.

D'après des sondages, la majorité des Allemands souhaite une grande coalition, mais Angela Merkel va également rencontrer les Verts. Le gouvernement actuel est officiellement en place jusqu'au 22 octobre, un délai d'un mois après les élections du 22 septembre dernier.

ELECTIONS EUROPÉENNES 2014 : Votons pour le peuple européen

EL PAÍS MADRID

Puisqu'il n'existe pas de nation européenne dans laquelle les solidarités sont une évidence, il est temps de créer un peuple fondé sur un projet politique commun, estime un philosophe espagnol. Les élections européennes de 2014 doivent en être la première étape

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4191081-votons-pour-le-peuple-europeen>

Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : **jp.villaescusa@assemblee-afe.fr**